

## Photos de la manifestation « V-Day » de la St-Valentin à Montréal

Photos à : <https://picasaweb.google.com/110537867786455303075/VDayMontreal#>

Une centaine de personnes, très majoritairement des femmes, ont participé à cette manifestation. Vous connaissez le V-Day ? Je ne tenterai pas de vous expliquer ce dont je n'étais pas au courant jusqu'à ce que j'aie à la manifestation, un peu par erreur, croyant participer à la manifestation de « Idle no more », qui a eu lieu quelques heures plus tard, pour souligner la disparition et l'assassinat de 600 femmes autochtones depuis les derniers 20 ans (Radio-Canada, [Femmes autochtones disparues ou assassinées](#), 27/11/12).

Comme les affiches que j'ai photographiées le disent fort bien, il s'agit d'une journée mondiale visant à mettre à profit la St-Valentin pour vaincre la violence contre le vagin d'un milliard de femmes (site du [V-Day](#)). Y participaient plusieurs délégations de groupes de femmes, mais visiblement aucune organisation syndicale, populaire et politique à l'exception d'un message de Vision-Montréal. Comme le mouvement origine du monde anglo-saxon, un bon nombre de participantes étaient anglophones, d'où le fort bilinguisme de l'événement y compris le discours percutant de la représentante d'« Idle no more ».

Pourquoi cette incapacité de s'accorder pour manifester ensemble contre la violence faite aux femmes... et de la faire, au Québec, dans la langue commune de la nation québécoise ? Comme pour les nombreuses manifs à l'occasion du salon du Plan Nord, il y a là une absence de prise en considération stratégique. Il s'agit d'abord de construire une alliance pour lutter contre un ennemi commun afin au moins d'infléchir sa politique, ce qui nécessite de franchir un seuil critique de mobilisation à l'exemple du printemps érable. À l'occasion du 8 mars, la Fédération des femmes saura-t-elle mobiliser à grande échelle sous un même chapeau ?

Au-delà du grand nombre, il s'agit de saisir quel est le tendon d'Achille de cet ennemi commun de sorte à renverser sa domination capitaliste et patriarcale, ce que les divers protagonistes de gauche du printemps érable n'ont pas compris, se contentant de revendiquer le statu quo financé par des coupures dans le gras de dépenses somptuaires et de recherche des universités. On comprend comment maintenant le gouvernement péquiste puisse profiter de cette pusillanimité quitte à réinterpréter ce que signifie le mot « gel ». Au moins, à la dernière minute, l'ASSÉ a-t-elle refusé à se faire avaler par ce sommet bidon en renonçant à la confusionniste supercherie d'être dehors et dedans en même temps comme le fait Québec solidaire et tous les autres grands acteurs du mouvement social. Le message de gratuité et de refus de l'université-marchandise émanant du seul dehors en sera d'autant plus clair... ce qui n'empêchera pas cependant Québec solidaire de le récupérer en dedans.

Au Canada et au Québec, lieu politique de nos luttes sociales jusqu'à nouvel ordre, la peur bleue habitant cet ennemi commun, dont l'actuel visage est le gouvernement Conservateur, c'est le spectre de l'indépendance du Québec, perspective qui n'a joué aucun rôle dans la grande mobilisation du printemps érable. Il aura fallu le grand bourgeois, mais indépendantiste convaincu, Jacques Parizeau pour rappeler que la gratuite scolaire pourrait être facilement financée par la réinstauration de la taxe sur le capital des banques supprimée par les Libéraux. Certes, Québec solidaire avait été la première à en parler mais sa prise de position ramassait de la poussière sur une tablette. L'indépendance qu'appuie toujours près de 40% de la population du Québec, malgré son galvaudage péquiste et solidaire dans l'abstraction constitutionnelle découplée de toute synergie avec les luttes socio-économiques et écologiques, c'est d'abord et avant tout l'expropriation des banques ouvrant le chemin au plein emploi écologique.

L'indépendance est la clef de voûte à ne jamais perdre de vue dans tout conflit social. D'où l'absolue nécessité, tout à fait basique, de respecter la langue commune du peuple québécois tout autant qu'il faille respecter la souveraineté autochtone et inuit et tout autant qu'il faille respecter le corps et l'autonomie des femmes. Jadis on a eu tort de croire que le plein emploi, conçu comme un énergivore amoncellement d'asphalte et de ciment, réglerait automatiquement la question de l'oppression des femmes. Tordant le bâton de l'autre côté et sans nier la possibilité d'atténuer la

violence faite aux femmes et aux enfants par la législation et par des campagnes d'éducation, aujourd'hui on ne réalise pas assez qu'on ne saurait y trouver une solution durable dans le cadre d'un capitalisme de la précarité, de la pauvreté, de l'insécurité, de la criminalisation et du militarisme. Par contre, une abondance de services publics, riches en relations humaines économes en consumérisme et dans lesquels la patriarcale accumulation du capital a spécialisé les femmes, créerait une condition nécessaire, mais non suffisante, pour y arriver.

**Marc Bonhomme, 14 février 2013**

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; [bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca)